



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société SARP OSIS Sud-Est à Toulouse,
modifiant l'arrêté préfectoral n° 67 du 21 juillet 2017 suite au réexamen des meilleures
techniques disponibles pour le traitement des déchets**



Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 515-60, R. 515-70 et R. 516-1 à 6 du code de l'environnement ;

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 11 mai 1988, 21 décembre 1989, 18 août 1992 et 21 juillet 2017 autorisant successivement les sociétés SEARMIP, ADES et SRA-SAVAC à exploiter une installation de regroupement et de traitement de déchets liquides dangereux au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 portant mise en œuvre des garanties financières ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 2 février 2018 prenant acte de la succession de la société Suez RV Osis Sud-Est dans l'exploitation des installations susvisées ;

Vu le dossier de réexamen déposé par la société Suez RV Osis Sud-Est le 20 août 2019 en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de base déposé par la société Suez RV Osis Sud-Est le 21 mai 2015 en application du II de l'article R.515-82 du code de l'environnement ;

Vu la demande de changement d'exploitant en date du 18 mars 2022 de la société SARP OSIS Sud-Est ;

Vu le dossier de proposition de calcul du montant des garanties financières, transmis le 22 mars 2022, par la société SARP OSIS Sud-Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 juin 2022 ;

Considérant que suite au réexamen des prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2017 susvisé, il y a lieu de les actualiser pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-60, R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de notifier à l'exploitant les prescriptions des annexes de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé qui sont applicables aux installations susvisées ;

Considérant qu'au regard des nouvelles MTD et NEA-MTD relatives à la surveillance des rejets dans l'eau et aux niveaux d'émission associés, il y a lieu de réviser les articles correspondants dans l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé ;

Considérant que la surveillance semestrielle des eaux souterraines doit être complétée avec les deux substances pertinentes listées à l'annexe 7 du guide méthodologique de février 2014 pour l'élaboration du rapport de base et concernant les déchets d'eaux souillées : acétone et propanol-butoxy ;

Considérant la nécessité d'effectuer une surveillance des sols tous les 10 ans sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter les conditions d'exploiter avec des prescriptions relatives :

- aux odeurs, avec la mise en place d'un registre de suivi des plaintes suite aux plaintes odeurs formulées en 2017 et 2020 ;
- aux points de rejets dans l'eau, en vue de préciser leurs coordonnées géographiques et d'ajouter le point de rejet de l'ensemble des eaux industrielles résiduelles au réseau collectif d'eaux usées ;
- à la procédure d'acceptation préalable des déchets, en vue de préciser les exigences minimales attendues pour la caractérisation et l'acceptation des déchets ;
- au plan du site, suite à l'échange d'affectation entre les cuves 2 et 3 ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant susvisée comporte tous les renseignements prévus à l'article R. 516-1 du code de l'environnement relatif aux demandes de changement d'exploitant ;

Considérant qu'en application de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitation des activités de la société SARP OSIS Sud-Est située sur la commune de Toulouse, est subordonnée à la constitution des garanties financières, destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture ;

Considérant que le montant des garanties financières a été calculé selon les modalités en vigueur ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société SARP OSIS Sud-Est à Toulouse par lettre du 3 octobre 2022, notifiée le 13 octobre 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations de l'exploitant transmises par lettre du 28 octobre 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRÊTE

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société SARP OSIS Sud-Est, dont le siège social est situé à Vaulx-en-Velin (69), 40 rue André Chenier, qui est autorisée à exploiter, au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse, une installation de traitement des eaux hydrocarburées et une installation de regroupement de déchets liquides dangereux, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Art. 2 – Les annexes de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, applicables aux installations susvisées, sont les suivantes : 1, 2, 3.1 et 3.5 sauf les paragraphes 3.1 §I.c), 3.1 §I.g), 3.1 §IV, 3.1 §V et 3.5 §II.

Art. 3 – Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par celles figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications (modification, complément) Références correspondantes du présent arrêté
APC du 12 août 2014	Article 2 Objet des garanties financières	Modification Annexe I – Article 2
	Article 3 Montant des garanties financières	Modification Annexe I – Article 3
	Article 4 Délai de constitution des garanties financières	Modification Annexe I – Article 4
	Article 5 Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux	Complément Annexe I – Article 5bis
APC du 21 juillet 2017	Article 1.2.1. Liste des installations concernées	Modification Annexe I – Article 1.2.1
	Article 3.1.3. Odeurs	Complément Annexe I – Article 3.1.3.
	Article 4.4.6. Localisation des points de rejets aqueux	Modification Annexe I – Article 4.4.6.
	Article 4.4.10. VLE des rejets aqueux	Modification Annexe I – Article 4.4.10.
	Article 9.2.2. Surveillance des rejets aqueux	Modification Annexe I – Article 9.2.2.
	Article 9.2.5. Surveillance des sols	Ajout Annexe I – Article 9.2.5.
	Titre 8 Disposition particulières	Modification Annexe I – Titre 8
	Annexe I Plan du site	Modification Annexe II – Plan du site

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6 – Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, conformément à l'article R.181-50 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télécours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 7 – Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Toulouse et peut y être consultée ;
- Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmise au préfet ;

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société SARP Osis Sud-Est.

Fait à Toulouse, le **29 DEC. 2022**

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
le Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT

Annexe 1 : Prescriptions techniques modifiées ou complétées
Annexe 2 : Plan du site réactualisé

ANNEXE I
Prescriptions techniques modifiées ou complétées

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (Modification)

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Rubrique	Libellé des rubriques	Grandeur caractéristique de l'installation	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures regroupés dans : * 2 cuves de 30t (point éclair haut) * 1 cuve de 30t (point éclair bas)	Autorisation
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Déchets hydrocarbonés issus d'installations pétrolières et séparateurs d'hydrocarbures avant traitement dans une fosse de 30 t. Total des déchets stockés : 140t	
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement biologique, - traitement physico-chimique, - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520,	Traitement des eaux hydrocarbonées (séparation de phase + électrocoagulation) 20t/j Station de lavage des terres et des boues présentes dans les déchets de séparateurs d'hydrocarbures 20t/j	Autorisation

	<ul style="list-style-type: none"> - récupération/régénération des solvants, - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques, - régénération d'acides ou de bases, - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution, - valorisation des constituants des catalyseurs, - régénération et autres réutilisations des huiles, - lagunage. 		
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.		

Article 2 – Objet des garanties financières (Modification)

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont constituées en application du 5 ° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Pour la société SARP OSIS Sud-Est, les garanties financières s'appliquent en raison de l'existence des activités de la nomenclature des installations classées et notamment pour les rubriques 3510, 2718-1 et 2790 listées à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 – Montant des garanties financières (Modification)

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **139 829 € TTC**.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP 01 de 117,5 (paru au JO du 19 janvier 2022) et un taux de TVA de 20 %.

Article 4 – Délai de constitution des garanties financières (Modification)

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Au 1^{er} septembre 2022 dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 5 bis – Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux (Complément)

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 sont complétées par les prescriptions suivantes :

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont :

Appellation du déchet	Quantité maximale stockée sur site (en tonnes)
-Eaux industrielles (résidus aqueux) -Déchets hydrocarburés -Eaux hydrocarburées, -Effluents eaux traitées -Concentré hydrocarburé	140 tonnes
Graisses alimentaires sables de curage	

Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non dangereux que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit.

Article 3.1.3 – Odeurs (complément)

Les prescriptions de l'article 3.1.3. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont complétées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant établit un registre des plaintes des riverains vis-à-vis des odeurs. Ce registre contient à minima les informations suivantes : date et heure de la plainte, météo et sens du vent, caractérisation et origine de la plainte. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.6 – Localisation des points de rejets (modification)

Les prescriptions de l'article 4.4.6. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 4.4.6.1 - Rejets externes à l'établissement

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	N°1 - EP
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 531 634,94 m Y = 1 840 784,03 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de la cour et des toitures
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	l'Hers mort

Point de rejet externe	N°2 - EU
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 531 639,12 m Y = 1 840 783,76 m
Nature des effluents	Eaux sanitaires + eaux industrielles résiduaires (eaux de l'aire de lavage des citernes de matières de vidange)
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux usées de la ville
Traitement avant rejet	Eaux de l'aire de lavage : Bac à graisse
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Toulouse-Ginestous
Condition de raccordement	Autorisation de déversement

Article 4.4.6.2 - Repères internes à l'établissement

Les points ci-dessous sont situés à l'intérieur de l'établissement et affectés de seuils de rejet :

Point de rejet interne	N°3 – Station de traitement des eaux hydrocarbonnées
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 531 678,58 m Y = 1 840 770,2 m
Nature des effluents	Eaux hydrocarbonnées traitées
Débit maximum journalier	30 m³/j
Débit maximum horaire	2 m³/h
Exutoire du rejet	Rejet dans le réseau d'eaux usées dans les conditions prévues à l'article 4.4.10.
Traitement avant rejet	Décantation puis électrocoagulation
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Toulouse-Ginestous
Condition de raccordement	Autorisation de déversement
Autres dispositions	Eaux stockées dans une cuve de 20 m³ avant rejet par bâchée.

Article 4.4.10. – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires (modification)

Les prescriptions de l'article 4.4.10. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètres	VLE en concentration (en mg/l)		
	Rejet n°1 (Pluvial)	Rejet n°2 (Eaux usées)	Rejet n°3 (Station de traitement)
DCO	125	2000	
DBO ₅	25	800	
MES	35	600	
HCT	10		
Indice phénols	0,3		
Arsenic (As)	0,1		
Cadmium (Cd)	0,1		
Chrome (Cr)	0,3		
Cuivre (Cu)	0,5		
Nickel (Ni)	0,5		
Plomb (Pb)	0,3		
Zinc (Zn)	2		
Mercure (Hg)	0,01		
Manganèse (Mn)	1		
Cr VI	0,1		
Cyanure libre (CN-)	0,1		
AOX	1		
Phosphore	3		

Article 9.2.2. – Surveillance des rejets aqueux

Les prescriptions de l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Une mesure des concentrations des différents effluents aqueux doit être effectuée selon les périodicités définies ci-dessous. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué :

- pour le rejet n°1 : soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ;
- pour le rejet n°2 : soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ; les prélèvements doivent être réalisés lors d'une opération de lavage de citerne de matières de vidange en cours ;

- pour le rejet n°3 : pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

L'exploitant tient un registre où sont consignés les volumes des eaux issues de la station de traitement (rejet n°3) rejetées ou, le cas échéant, réinjectées en tête de station en cas de dépassement de la VLE en concentration définie en DCO ou Indice phénols.

Les dispositions de surveillance minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence d'analyse		
	Rejet 1 (pluvial)	Rejet 2 (eaux usées)	Rejet 3 (station de traitement)
Température	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
pH	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
DCO	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
Hydrocarbures totaux	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
Indice phénols	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
MES	Annuelle	Trimestrielle	Hebdomadaire
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, Mn)	Annuelle		Trimestrielle
Chrome hexavalent	Annuelle		Trimestrielle
Cyanure libre (CN-)	-	-	Trimestrielle
AOX	-	-	Trimestrielle
BTEX	-	-	Trimestrielle
Phosphore	-	-	Trimestrielle

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. sont réalisées sur tous les paramètres une fois par trimestre pour le rejet 3 et une fois par an pour les rejets 1 et 2.

Article 9.2.3 – Surveillance des eaux souterraines (complément)

Les prescriptions de l'article 9.2.3. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont complétées par les prescriptions suivantes :

Les paramètres « acétone » et « propanol-butoxy » sont ajoutés à la surveillance semestrielle des eaux souterraines.

Article 9.2.5 – Surveillance des sols (ajout)

Il est ajouté l'article 9.2.5. à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 les prescriptions suivantes :

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Titre 8 – Dispositions particulières (modification)

Les prescriptions du titre 8 "Conditions particulières applicables à l'installation de traitement des eaux hydrocarburées" sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Titre 8 – Dispositions particulières relatives à l'admission, au regroupement et au traitement des déchets

Article 8.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles sont les suivants :

- contenus de séparateurs eau/hydrocarbures (codes déchets 13 05 XX) ;
- déchets contenant des hydrocarbures provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (code déchets 16 07 08*) ;
- huiles et matières grasses alimentaires (code de déchets 20 01 25) ;
- résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures comportant la propriété de danger « inflammables » (HP 3) ;
- résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures comportant la propriété de danger « toxiques ».

Article 8.2. Caractérisation et acceptation préalable des déchets

Les déchets ne sont admis qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. Il peut être renouvelé par les vérifications de conformité réalisées lors de l'acceptation des déchets.

Pour vérifier l'admissibilité d'un déchet dans l'installation, l'exploitant demande au producteur du déchet ou au détenteur une fiche d'identification du déchet qui contient à minima les éléments suivants :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre.

Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

La fiche d'identification du déchet est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une fiche d'identification.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule fiche d'identification peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité. Cette disposition particulière ne s'applique pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

Article 8.3. Procédure d'acceptation des déchets

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant vérifie l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 8.2. ci-dessus, en cours de validité.

Par ailleurs, pour chaque déchet accepté, l'exploitant vérifie au moins une fois par an, au moyen d'analyses sur un échantillon prélevé ou de tests d'identification, la conformité des déchets avec leur fiche d'identification. Les paramètres pertinents recherchés sont déterminés sur la base de la fiche d'identification des déchets. Les résultats des analyses ou des tests sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

Article 8.4. Dispositions en cas de refus

En cas de modifications des caractéristiques du déchet constatées à la réception, et si ces modifications entraînent le refus du déchet, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour le retour du déchet vers le producteur ou le détenteur ou à défaut vers un site d'élimination autorisé.

Pour chaque déchet refusé, l'exploitant enregistre la date, la nature et la quantité du déchet refusé, le producteur (ou détenteur), le motif du refus et les mesures prises.

Le registre des déchets refusés est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5. Connaissance et étiquetage des déchets

Les réservoirs de regroupement (cuves 1, 2 et 3 et citerne hydrocarbures) portent en caractères très lisibles le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement (codes déchets utilisés pour l'expédition vers les installations de traitement) et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.

Article 8.6. Couverture des terres et boues polluées entreposées

La zone de stockage des terres et boues polluées aux hydrocarbures est couverte de manière à éviter le contact avec l'eau de pluie.

29 DEC. 2022

13/14

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT

Le plan du site figurant à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé est remplacé par le plan du site suivant :



Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT

PLAN D'INTERVENTION

Site : SARP Oise Sud Est – Exploitation Haute Gironne

Rédacteur : Béatrice LOPEZ

Dernière révision : 27/10/2022

- | | | | | | | | | | | |
|----------|--|--------------------------------|--|---------------------------------------|--|---------------------------------------|--|-----------------------------|--|---|
| L | | = Accès aux bâtiments | | = zone sur rétention | | = Capot de fermeture manuel réseau EP | | = Piscinière | | = Aire de lavage des charmes de maitlains de viderage |
| E | | = Armoires électriques | | = extincteur mobile sur roue (poudre) | | = Magasin stockage EPI | | = point d'appel | | = zone fumeur |
| G | | | | | | = Point de ralliement | | = Délicatour de flamme | | |
| E | | | | | | | | | | |
| N | | = Pompe à GNR | | = canalisations curvées | | | | | | |
| D | | | | | | | | | | |
| O | | | | | | | | | | |
| E | | = Trappe d'accès à la cuve GNR | | = fosse dépotage hydrocarbures (50m3) | | = Zone ATEX | | = Coup de pont incendie (2) | | |

